

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

CABLOGRAMME OFFICIEL

Dakar, le 27 décembre 1943

GOUVERNEUR GÉNÉRAL A GOUVERNEUR LOMÉ

N° 469 c — L'année qui vient donnera à la France la libération et la victoire *stop* — Nos vœux unanimes se forment sur cette rayonnante certitude *stop* — Ils vont à nos compatriotes dont les chaînes tomberont aux chefs qui conduiront nos drapeaux aux ultimes combats et au Général de GAULLE qui n'ayant jamais désespéré a aujourd'hui la joie de voir se lever l'aube magnifique de la résurrection de nos armes et de notre grandeur *stop* — A toutes les populations d'A. O. F. je dis courage confiance et fierté.

● COURNARIE

TELEGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 28 Décembre 1943

AFFAIRES COURANTES A GOUGAL DAKAR

N° 636 Cab. — Au nom Territoire et en mon nom personnel vous prie accepter nos vœux déferents occasion nouvelle année — Puis vous affirmer que Togo continuera à donner exemple dans poursuite effort de guerre en vue victoire libération Mère-Patrie et résurrection grandeur France *stop* — Vous prie être mon interprète auprès Général de GAULLE pour lui transmettre nos souhaits et sentiments indéfectible attachement.

GAUDILLOT

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

24 août	— Ordonnance instituant un régime de délégation provisoire pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants.	6
10 septembre	— Ordonnance portant modification temporaire de l'article 444 du code d'instruction criminelle	7
1 ^{er} octobre	— Arrêté fixant à nouveau le taux de rémunération globale annuelle au-dessous duquel l'approbation ministérielle n'est pas exigée pour le recrutement des agents contractuels. (Arrêté de promulgation n° 698 Cab. du 20 décembre 1943)	3
21 octobre	— Ordonnance modifiant l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée à compétence spéciale. (Arrêté de promulgation n° 691 Cab. du 17 décembre 1943)	3
22 octobre	— Ordonnance relative aux conditions de réintégration des agents et employés des services concédés ou subventionnés, évincés en raison de leur qualité de juif, de leur appartenance aux sociétés secrètes, ou atteints par la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents relevés de leurs fonctions, ou les textes subséquents. (Arrêté de promulgation n° 692 Cab. du 17 décembre 1943)	7
26 octobre	— Arrêté relatif à l'émission de timbres-poste au profit du Comité exécutif de la Résistance française.	8
29 octobre	— Décret portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'ordonnance du 17 septembre 1943 instituant un comité temporaire du contentieux. (Arrêté de promulgation n° 691 Cab. du 17 décembre 1943)	3

29 octobre	— Ordonnance relative à la fixation et à la perception du droit de sceau	9
1 ^{er} novembre	— Décret portant extension à l'A.O.F. et au Togo, des dispositions de l'ordonnance du 24 août 1943, instituant un régime de délégations provisoires pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants. (<i>Arrêté de promulgation n° 691 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	6
1 ^{er} novembre	— Ordonnance prorogeant les effets de l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et la révision des condamnations intervenues pour ces faits. (<i>Arrêté de promulgation n° 691 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	7
1 ^{er} novembre	— Décret modifiant les conditions d'avancement des agents des cadres généraux des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 693 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	9
1 ^{er} novembre	— Décret portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine. (<i>Arrêté de promulgation n° 693 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	9
1 ^{er} novembre	— Décret portant abrogation temporaire de l'article 4 du décret du 14 juillet 1933 réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux. (<i>Arrêté de promulgation n° 693 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	10
2 novembre	— N° 3068 Colalg/c. — Circulaire à Messieurs les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies	10
5 novembre	— Décret portant composition des commissions de classement du personnel des cadres généraux techniques des colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 693 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	10
7 novembre	— Décret déclarant applicable dans diverses colonies, l'ordonnance du 10 septembre 1943 portant modification temporaire à l'article 444 du code d'instruction criminelle. (<i>Arrêté de promulgation n° 691 Cab. du 17 décembre 1943</i>)	7
15 novembre	— Décret modifiant l'article 155 du décret du 11 novembre 1926 réglementant le service des douanes au Togo. (<i>Arrêté de promulgation n° 684 Cab. du 11 décembre 1943</i>)	11

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

27 novembre	— N° 4057 F. — Arrêté général portant agrément de sociétés d'assurances (extrait)	11
2 décembre	— N° 4104 TP. — Arrêté général définissant les modalités de cession et d'utilisation obligatoire des véhicules ford GTB mis en vente par le Gouvernement général de l'A. O. F. (<i>rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 690 TP. du 15 décembre 1943</i>)	11
10 décembre	— N° 4170 P. — Arrêté général désignant un conseiller technique du service des eaux et forêts au Togo.	12
10 décembre	— N° 4179 SE. — Arrêté général fixant la valeur FOB de la cire animale clarifiée	12

Additif à l'arrêté général n° 3878 TP. du 9 novembre 1943 relatif aux transports routiers	13
Références J. O. A. O. F. — (<i>Liste officielle d'ennemis</i>)	13

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943		
25 septembre	— N° 509 CD. — Arrêté modifiant l'article 1 ^{er} de l'arrêté n° 661 du 27 octobre 1933, réglementant la contribution foncière au Togo.	13
13 novembre	— N° 595 CD. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 instituant au Togo l'impôt cédulaire et général sur le revenu.	14
13 novembre	— N° 596 CD. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 482 CD. du 1 ^{er} septembre 1942 instituant des provisions pour renouvellement des stocks et des marchandises	15
13 novembre	— N° 597 CD. — Arrêté instituant au Togo, pour l'année 1944, une contribution exceptionnelle de guerre sur les revenus	16
13 novembre	— N° 598 CD. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 52 du 27 janvier 1935 réglementant les poursuites en matière de contributions directes et taxes assimilées	16
13 novembre	— N° 600 F. — Arrêté fixant à nouveau le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs	16
13 novembre	— N° 601 F. — Arrêté fixant à nouveau les taux de l'impôt sur la population flottante	17
13 novembre	— N° 602 F. — Arrêté réglementant au Togo, pour 1944, la contribution personnelle exceptionnelle	17
13 novembre	— N° 603 F. — Arrêté fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et les taux de conversion.	18
14 décembre	— N° 688 F. — Arrêté fixant pour l'année 1944 les taux des allocations aux enfants métis	18
16 décembre	— N° 745 PTT. — Décision fixant le montant mensuel de l'indemnité de caisse des bureaux de poste du territoire pendant l'année 1943.	19
20 décembre	— N° 697 D. — Arrêté déterminant les conditions dans lesquelles le chef du service des douanes du Togo peut approuver les transactions de douane par délégation du commissaire de la République	19
23 décembre	— N° 704 APA. — Arrêté portant approbation des plans de campagne des prestations des cercles et subdivisions du territoire	19
23 décembre	— N° 705 AE. — Arrêté nommant un ordonnateur délégué pour le compte « ravitaillement des populations civiles »	20
Additif à la décision n° 604 TP. du 30 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.		20
Personnel		20
Divers		23

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours	{ Ecole coloniale	24
	{ Services civils des colonies	24
Avis du service Prêt-Bail		24
Industrie coloniale		24
Domaines		25

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Agents contractuels**

N^o 698 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

20 décembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté du 1^{er} octobre 1943 fixant à nouveau le taux de rémunération globale annuelle au-dessous duquel l'approbation ministérielle n'est pas exigée pour le recrutement des agents contractuels.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES,

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du 4 septembre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 14 octobre 1936 fixant le régime des engagements par contrat au compte des divers budgets des colonies, modifié par le décret du 9 novembre 1937;

Vu l'arrêté du 9 avril 1937, fixant le taux de rémunération globale annuelle au-dessous duquel l'approbation ministérielle prévue à l'article 2 du décret du 14 octobre 1936 n'est pas exigée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'approbation ministérielle prévue à l'article 2 du décret 14 octobre 1936 ne sera pas exigée pour le recrutement des agents contractuels affectés à des emplois secondaires et dont la rémunération globale annuelle sera égale ou inférieure à 96.000 francs pour des contrats relatifs à des services à accomplir dans les territoires relevant du commissariat aux colonies.

ART. 2. — L'arrêté du 9 avril 1937 est abrogé.

Alger, le 1^{er} octobre 1943.

R. PLEVEN.

Voir décret du 14 octobre 1936 au J. O. A. O. F. du 28 novembre 1936 et arrêté du 9 avril 1937 au J. O. R. F. du 11 avril 1937.

Promulgations

N^o 691 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

17 décembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o —

2^o —

3^o — l'ordonnance du 21 octobre 1943 modifiant l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée à compétence spéciale;

4^o — le décret du 29 octobre 1943 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'ordonnance du 17 septembre 1943 instituant un Comité temporaire du contentieux;

5^o — le décret du 1^{er} novembre 1943 portant extension à l'A. O. F. et au Togo, des dispositions de l'ordonnance du 24 août 1943, instituant un régime de délégations provisoires pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants;

6^o — l'ordonnance du 1^{er} novembre 1943 prorogeant les effets de l'ordonnance du 6 juillet 1943 re-

lative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits;

7^o — le décret du 7 novembre 1943 déclarant applicable dans diverses colonies, l'ordonnance du 10 septembre 1943 portant modification temporaire à l'article 444 du code d'instruction criminelle.

ORDONNANCE du 21 octobre 1943 modifiant l'ordonnance du 2 octobre 1943, portant institution d'un tribunal militaire d'armée.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 2 octobre 1943 un deuxième et un troisième alinéas ainsi conçus :

« Elle s'étend également aux crimes et délits contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat commis dans l'exercice de leurs fonctions par les membres ou anciens membres de l'organisme de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, à ceux commis par les gouverneurs généraux, résidents généraux, hauts-commissaires, gouverneurs, préfets, secrétaires généraux des Gouvernements généraux ou des Résidences générales, à ceux commis par les officiers généraux, à ceux commis par les membres des groupements antinationaux et, notamment, par les membres du service d'ordre de la Légion (S. O. L.), du Parti populaire français (P. P. F.), du groupe « Collaboration », de la Légion tricolore et de la phalange africaine.

« La compétence du tribunal d'armée s'étend enfin aux crimes et délits prévus par les articles 295 à 304, 309 à 318, 341 à 344 et 373 du code pénal lorsqu'ils ont été commis par l'une des personnes visées à l'alinéa précédent. »

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 21 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,
LENTILHOMME.

Le commissaire à l'intérieur,
A. PHILIP.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 29 octobre 1943 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'ordonnance du 17 septembre 1943 instituant un Comité temporaire du contentieux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 22 juillet 1806 contenant règlement sur les affaires contentieuses portées au conseil d'Etat, et les textes subséquents;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 instituant un Comité temporaire du contentieux et notamment son article 6;

Vu le décret n° 547 du Comité national français du 2 novembre 1942 relatif à la procédure devant le Comité du contentieux;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La procédure devant le Comité temporaire du contentieux est réglée dans les conditions fixées par le présent décret.

TITRE PREMIER

Présentation et instruction des recours

ART. 2. — Le recours des parties devant le Comité temporaire du contentieux en matière contentieuse est formé par requête déposée soit au secrétariat du Comité temporaire, soit :

a) dans les départements métropolitains et algériens à la préfecture départementale ou à la sous-préfecture;

b) dans les colonies, au bureau du gouverneur, dans les protectorats et territoires sous mandat au Gouvernement, à la Résidence ou au siège de la représentation de la France;

c) à l'étranger, au siège de la représentation du Comité français de la Libération nationale.

Le dépôt peut valablement être effectué par lettre recommandée avec accusé de réception.

Avis télégraphique du dépôt de chaque recours avec indication de la date de dépôt est immédiatement transmis au secrétariat du Comité temporaire lorsque le dépôt n'a pas été effectué à ce secrétariat.

La requête contient les noms, prénoms, domicile, profession du demandeur ainsi que les noms, prénoms et adresse du défendeur. De plus, elle expose sommairement l'affaire, les moyens et les pièces dont le demandeur entend se servir. La pièce servant de base à l'action y est annexée.

La requête est dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — Le recours doit, à peine d'irrecevabilité, être appuyé d'un mémoire ampliatif exposant les faits et développant les moyens.

ART. 4. — Les requêtes et en général toutes les productions des parties sont déposées au secrétariat du Comité temporaire du contentieux, elles y sont inscrites sur un registre suivant leur ordre de date; toutes les pièces sont timbrées à la date de leur arrivée au secrétariat. La remise des dossiers au rapporteur est consignée sur le même registre.

ART. 5. — Les parties ont deux mois pour se pourvoir en annulation contre la décision attaquée.

Celles qui demeurent hors du siège du Comité temporaire du contentieux ont, outre le délai de deux mois prévu au paragraphe précédent, celui qui est réglé par l'article 73 du code de procédure civile.

ART. 6. — Le recours du Comité temporaire du contentieux n'a point d'effet suspensif s'il n'en est autrement décidé par le Comité sur demande du président ou du commissaire du Gouvernement.

ART. 7. — Dès le dépôt du recours, il est procédé à l'instruction administrative sur place du dossier, à la diligence du préfet, du gouverneur, du résident ou du représentant du Comité de la Libération nationale. L'instruction est entièrement écrite.

Chacun des mémoires produits par l'une des parties est communiqué par elle aux autres parties par lettre recommandée. L'original est déposé dans les conditions et aux lieux prévus à l'article 2, accompagné des reçus des lettres recommandées.

La partie qui n'établit pas un mémoire en réponse à un mémoire qui lui a été communiqué dans les 30 jours de sa réception est réputée n'avoir pas d'observation à présenter.

Il ne pourra y avoir plus de trois mémoires déposés par chaque partie y compris le mémoire joint à la requête introductive.

Le dossier est transmis ou retourné au secrétariat du Comité temporaire dès que l'instruction administrative sur place est achevée.

ART. 8. — Dès achèvement de l'instruction administrative un rapporteur est désigné parmi les membres du Comité temporaire du contentieux par le président (1).

ART. 9. — Les parties ou leurs représentants peuvent prendre communication des productions de l'instance au secrétariat du Comité temporaire du contentieux, et sans frais. Les pièces ne peuvent en être déplacées.

ART. 10. — Les demandes incidentes sont formées par une requête sommaire déposée au secrétariat du Comité temporaire du contentieux; le président ordonnera, s'il y a lieu, la communication à la partie intéressée pour y répondre dans le délai qu'il déterminera.

Les demandes incidentes sont jointes au principal pour y être statué par la même décision. S'il y a lieu néanmoins à quelque disposition provisoire et urgente, le rapport en est fait par le juge rapporteur à la prochaine séance pour y être pourvu comme il appartiendra.

ART. 11. — Dans le cas de demande en inscription de faux contre une pièce produite, le président fixe le délai dans lequel la partie qui l'a produite est tenue de déclarer si elle entend s'en servir. Si la partie ne satisfait pas à cette ordonnance ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, cette pièce est rejetée. Si la partie fait la déclaration qu'elle entend se servir de la pièce, le Comité statue soit en ordonnant qu'il sera sursis à la décision de l'instance principale jusqu'après le jugement du faux par le tribunal compétent, soit en prononçant la décision définitive si elle ne dépend pas de la pièce arguée de faux.

ART. 12. — L'intervention est formée par requête. Le président ordonne, s'il y a lieu, que cette requête sera communiquée aux parties pour y répondre dans le délai qui sera fixé par l'ordonnance; néanmoins, la décision de l'affaire principale, si celle-ci est instruite, ne peut être retardée par l'intervention.

ART. 13. — Lorsque le rapporteur estime que l'affaire est en état d'être jugée, il dépose le dossier complété par un projet d'arrêt et son rapport.

Le dossier est transmis au commissaire du Gouvernement qui propose au président la mise de l'affaire à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

(1) Si, après l'examen d'une affaire, il y a lieu d'ordonner que des faits ou des écritures soient vérifiés ou qu'une partie soit interrogée, le rapporteur procède à cet acte d'instruction.

TITRE II

Procédure du jugement

ART. 14. — Lorsqu'une affaire est portée à l'ordre du jour d'une séance, le secrétariat en avise les parties ou leurs représentants quinze jours au moins à l'avance.

Lorsque l'une des parties ou son représentant ne réside pas dans le territoire où siège le Comité temporaire, il n'est pas procédé à son égard à cette formalité.

ART. 15. — Les parties privées peuvent désigner comme leur représentant devant le Comité temporaire tout avocat régulièrement inscrit à un barreau et résidant dans le territoire où siège le Comité temporaire du contentieux.

Les administrations publiques peuvent être représentées soit par un fonctionnaire des services centraux dont elles relèvent, spécialement désigné à cet effet, soit par un avocat régulièrement inscrit à un barreau et résidant dans le territoire où siège le Comité temporaire du contentieux.

Nonobstant toutes dispositions contraires le ministère d'avocat n'est en aucun cas obligatoire.

ART. 16. — Les séances du Comité sont publiques. Elles sont valablement tenues si trois membres du Comité ayant voix délibérative sont présents.

Après développement du rapport le président donne la parole aux parties ou à leurs représentants qui ont fait connaître leur intention de présenter les observations orales 24 heures à l'avance.

Le commissaire du Gouvernement développe ses conclusions.

L'affaire est mise en délibéré.

ART. 17. — Le délibéré des affaires a lieu à huit clos.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ayant voix délibérative; la voix du président est prépondérante en cas de partage.

ART. 18. — Les décisions du Comité contiennent les noms et qualités des parties, l'analyse de leurs conclusions et le vu des pièces principales.

ART. 19. — Lorsque le jugement est poursuivi contre plusieurs parties dont les unes ont fourni leurs défenses et les autres sont en défaut de les fournir, il est statué à l'égard de toutes par la même décision, et la voie de l'opposition est fermée à la partie défaillante.

ART. 20. — Les arrêts rendus dans les conditions prévues à l'article 18 sont lus en séance publique, soit le jour même, soit au début d'une séance ultérieure.

Ils sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des parties intéressées, après avoir été revêtus par le secrétaire de la formule exécutoire suivante :

« Le Comité français de la Libération nationale mande et ordonne aux Commissaires, en ce qui les concerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision ».

TITRE III

Exécution des arrêts

ART. 21. — Les arrêts du Comité temporaire sont immédiatement exécutoires dans les conditions prévues par les dispositions législatives relatives aux arrêts du conseil d'Etat, en vigueur au 16 juin 1940.

Les recours contre les décisions contradictoires ne sont possibles que dans les deux cas prévus au décret du 22 juillet 1806, savoir :

1^o — si elles ont été rendues sur pièces fausses,

2^a — si la partie a été condamnée faute de présenter une pièce décisive qui était retenue par son adversaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 15 du présent décret, le recours en révision est obligatoirement présenté par un avocat. Le dit avocat est personnellement passible d'une amende de 50.000 francs, en cas de rejet du recours.

Lorsqu'il aura été statué sur un premier recours contre une décision contradictoire, un second recours contre la même décision n'est pas recevable. L'avocat qui aurait présenté la requête est puni de l'amende prévue à l'alinéa précédent.

ART. 22. — Les personnes qui voudront s'opposer à une décision du Comité temporaire du contentieux rendue à la suite d'une procédure où elles n'ont pas été mises en cause, ni légalement représentées, ne peuvent former opposition que par requête en la forme ordinaire. Il est procédé conformément au présent décret.

La partie qui succombe dans sa tierce opposition est condamnée à 50.000 francs d'amende sans préjudice des dommages et intérêts de la partie s'il y a lieu.

ART. 23. — Les recours devant le conseil d'Etat en cassation pour violation de la loi susceptibles d'être formés contre les arrêts du Comité temporaire en vertu des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 17 septembre 1943, ne seront recevables, dans les conditions et délais fixés par un texte ultérieur, que si une déclaration de recours a été adressée par lettre recommandée au secrétariat du Comité temporaire dans les deux mois de la notification de l'arrêt.

Les recours visés au paragraphe précédent n'ont en aucun cas, un effet suspensif.

TITRE IV

Dispositions transitoires et diverses

ART. 24. — Pendant toute la durée des hostilités, tous les dossiers instruits dans une colonie ou un territoire dont les relations avec le siège du Comité temporaire sont assurées par voies maritimes ou aériennes, sont établis en double exemplaire pour le cas de perte du premier au cours du transport.

ART. 25. — Les recours formés devant le conseil d'Etat postérieurement à la rupture des relations avec la Métropole, autres que ceux renouvelés devant le Comité du contentieux institué par l'ordonnance n° 25 du 13 mars 1942 du Comité national français et transférés de plein droit devant le Comité temporaire en vertu de l'article 4 de l'ordonnance du 17 septembre 1943, doivent être expressément renouvelés devant le Comité temporaire à la diligence des requérants.

Ce renouvellement doit, à peine de déchéance, être effectué dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Par dérogation aux dispositions de l'article 5 ci-dessus des recours peuvent, dans le même délai, être formés contre toutes décisions administratives et toutes décisions des juridictions administratives intervenues postérieurement à la rupture des relations avec la Métropole. Sont abrogées toutes dispositions contraires, et, notamment, celles de l'acte dit loi du 19 avril 1941.

La déchéance prévue à l'alinéa 2 du présent article ne sera pas applicable aux Français ou ressortissants des Nations Unies sous les drapeaux.

ART. 26. — Le décret n° 547 du 2 novembre 1942 du Comité national français cesse de recevoir son application à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

ART. 27. — Les dispositions législatives et réglementaires fixant la procédure devant le conseil d'Etat, en vigueur à la date du 16 juin 1940 et non contraires aux dispositions du présent décret, restent en vigueur.

ART. 28. — Toutes modalités intérieures de fonctionnement du Comité temporaire du contentieux seront fixées par arrêtés du président de ce Comité.

ART. 29. — Le commissaire à la justice, le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux colonies, le commissaire aux affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 29 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 1^{er} novembre 1943 portant extension à l'A. O. F. et au Togo, des dispositions de l'ordonnance du 24 août 1943, instituant un régime de délégations provisoires pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du 4 septembre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 24 août 1943, instituant un régime de délégations provisoires pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'ordonnance du 24 août 1943 susvisée sont déclarées applicables à l'Afrique occidentale française et au Togo.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 1^{er} novembre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 24 août 1943 instituant un régime de délégation provisoire pour les entreprises agricoles privées de leurs dirigeants.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la production et au commerce;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Peuvent être placées sous le régime de la délégation provisoire :

Les entreprises agricoles françaises dont le siège social ou l'établissement principal sont établis hors de territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale et possédant sur ces territoires des filiales ou exploitations de quelque forme juridique qu'elles soient avec lesquelles elles ne peuvent communiquer du fait des circonstances.

Les entreprises de même nature établies sur les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale dont les dirigeants sont immobilisés hors de ces territoires et sans moyen de communiquer avec elles.

Cette délégation peut être obtenue lorsque les agents résidant sur les territoires relevant du Comité français de la Libération nationale établissent qu'ils ne disposent pas de pouvoirs juridiques suffisants pour assurer la bonne marche de l'entreprise.

ART. 2. — La désignation du délégué provisoire s'opère dans les conditions ci-après :

1^o — Pour les entreprises consistant en une seule exploitation, sur requête présentée au président du tribunal civil de la situation du chef-lieu de l'exploitation par l'agent préposé à la gestion de l'exploitation ou à défaut par tout autre agent concourant en fait à sa gestion.

La requête devra être accompagnée d'une justification des pouvoirs existants et de tous autres renseignements.

2^o — Pour les entreprises possédant plusieurs exploitations, il sera procédé comme ci-dessus par requête présentée au président du tribunal du lieu de la principale exploitation.

3^o — Pour les exploitations notoirement à l'abandon par requête du procureur de la République sur proposition des autorités administratives locales, après avis de l'agent technique du ressort.

ART. 3. — Le président du tribunal civil prononce par ordonnance la nomination du délégué provisoire après avis, à titre consultatif, du président de la chambre d'agriculture ou de toute personne mandatée par ce dernier à cet effet.

ART. 4. — Les pouvoirs du délégué provisoire sont énumérés limitativement par l'ordonnance de nomination.

Le délégué est tenu de solliciter l'approbation préalable du président du tribunal civil :

1^o — Pour toute opération susceptible de modifier l'objet principal de l'entreprise ou la structure des exploitations.

2^o — Sauf autorisation permanente prévue par l'ordonnance de nomination pour toute opération financière de nature à engager gravement l'entreprise et notamment pour l'émission, l'octroi ou l'ouverture d'emprunts, d'avances, de prêts ou de crédits dépassant les besoins de trésorerie exigés par les opérations courantes.

3^o — Pour toute opération de nature à entraîner la liquidation totale ou partielle de l'entreprise ou la cessation de son fonctionnement dans les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale et plus généralement pour toute opération de disposition affectant l'actif immobilisé de l'entreprise.

ART. 5. — Le président du tribunal peut à tout moment faire procéder à des vérifications de la gestion du délégué par toute personne mandatée par lui à cet effet et dont la rémunération sera à la charge de l'entreprise.

ART. 6. — La rémunération du délégué est à la charge de l'entreprise.

Si le délégué était déjà agent de l'entreprise, elle ne doit pas excéder celle dont il bénéficiait auparavant.

Dans le cas contraire ou dans les cas exceptionnels, la rémunération est fixée par l'ordonnance de nomination.

ART. 7. — Le délégué exerce les pouvoirs qui lui sont conférés sous sa responsabilité et en conformité des textes en vigueur et répond des dommages et intérêts qui pourraient résulter de l'inexécution de son mandat.

ART. 8. — La présente ordonnance est immédiatement applicable à l'Algérie.

ART. 9. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 24 août 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la production et au commerce,

André DIETHELM.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

ORDONNANCE du 1^{er} novembre 1943 prorogeant les effets de l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France, et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE:

ARTICLE PREMIER. — Le délai fixé par l'article 5, alinéa 3 de l'ordonnance du 6 juillet 1943 est prorogé jusqu'au 31 mars 1944.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 1^{er} novembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIOLI.

DECRET du 7 novembre 1943 déclarant applicable dans diverses colonies, l'ordonnance du 10 septembre 1943 portant modification temporaire à l'article 444 du code d'instruction criminelle.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943 portant modification temporaire à l'article 444 du code d'instruction criminelle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 10 septembre 1943 portant modification temporaire à l'article 444 du code d'instruction criminelle est déclarée applicable dans tous les territoires relevant du Commissariat aux colonies où les demandes en révision sont instruites et réglées, conformément aux articles 443 et suivants du code d'instruction criminelle.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 7 novembre 1943.

DE GAULLE, GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 10 septembre 1943 portant modification temporaire de l'article 444 du code d'instruction criminelle.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 444 du code d'instruction criminelle;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A titre temporaire et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement, l'article 444, alinéa 4 du code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans le quatrième cas, c'est le commissaire à la justice seul qui statuera, après avoir pris l'avis d'une commission composée des chefs de service des services judiciaires institués auprès de son commissariat ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 10 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Personnel

N° 692 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

17 décembre 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 22 octobre 1943 relative aux conditions de réintégration des agents et employés des services concédés ou subventionnés, évincés en raison de leur qualité de juif, de leur appartenance aux sociétés secrètes, ou atteints par la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents relevés de leurs fonctions, ou les textes subséquents.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances, du commissaire au travail et à la prévoyance sociale, du commissaire aux communications et à la marine marchande et du commissaire à l'intérieur;

Vu les actes de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, en date des 3 octobre 1940 et 2 juin 1941 portant statut des juifs, des 13 août 1940 et 11 août 1941 sur les sociétés secrètes, des 17 juillet, 30 août et 5 septembre 1940 concernant la relève de fonctions;

Vu l'ordonnance du commandant en Chef français, civil et militaire du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du Commandement en Chef;

Ensemble les ordonnances du commandant en Chef français, civil et militaire des 14 mars 1943 et du 18 avril 1943 portant abrogation des mesures prises à l'encontre des juifs, des membres des associations secrètes ainsi que des magistrats, des fonctionnaires civils et militaires, des employés et agents des services concédés ou des entreprises subventionnées, relevés de leurs fonctions;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1943, modifiée par l'ordonnance du 5 août 1943 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La réintégration des administrateurs, présidents, directeurs généraux, nommés par application des actes dits lois des 18 septembre et 16 novembre 1940, des administrateurs délégués dans les territoires où ces lois n'ont pas été promulguées, des directeurs, secrétaires généraux, agents et employés des entreprises bénéficiaires de concessions ou subventions accordées par une collectivité publique des territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale, ainsi que des titulaires de postes à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général des mêmes territoires, révoqués, licenciés, relevés de leurs fonctions ou démissionnaires par application des actes susvisés des 3 octobre 1940, 2 juin 1941, 13 août 1940, 11 août 1941, 17 juillet, 30 août et 5 septembre 1940, sera effectuée dans les conditions déterminées par l'ordonnance du 4 juillet 1943 compte tenu des dispositions ci-après.

ART. 2. — En ce qui concerne les administrateurs des entreprises visées à l'article précédent, une assemblée générale des actionnaires sera tenue, après l'accord des intéressés, et nonobstant toute disposition contraire des lois ou des statuts sociaux, d'admettre éventuellement en surnombre, puis de réserver les premières places vacantes au sein du conseil d'administration, à ceux des membres du conseil qui en auront été exclus en application des textes énumérés à l'article 1^{er}.

Les conseils d'administration sont tenus, sous réserve de l'accord des intéressés, de rétablir dans leurs fonctions de présidents, directeurs généraux ou d'administrateurs délégués, les administrateurs se trouvant dans les conditions visées à l'article 1^{er} ci-dessus. Au cas où l'assemblée générale ou le conseil d'administration ne pourraient être réunis, les intéressés seront nommés sans délai délégués provisoires dans les conditions prévues par l'ordonnance du commandant en Chef français civil et militaire du 14 avril 1943 sur le régime de la délégation provisoire pour les entreprises privées de leurs dirigeants.

ART. 3. — La réintégration des autres catégories d'agents des entreprises susvisées sera prononcée, après l'accord des intéressés, par l'autorité de qui dépendait leur nomination.

ART. 4. — La non-réintégration dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance dans le territoire où résident les intéressés ouvre à ces derniers le droit à un recours devant la juridiction normalement compétente.

Le recours doit, à peine d'irrecevabilité, être formé dans un délai de trois mois à partir, soit de l'expiration du délai précédent, soit du refus écrit de l'entreprise, de procéder à la réintégration.

Toutefois, ces deux délais sont fixés à six mois lorsque les intéressés résident dans les territoires relevant du Commissariat aux colonies.

ART. 5. — Les dépenses résultant de l'application de la présente ordonnance sont à la charge des sociétés et entreprises en cause dans les conditions des contrats qui les lient aux autorités concédantes.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 22 octobre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*
CATROUX.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*
J. ABADIE.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le commissaire aux finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la défense nationale,
LEGENTILHOMME.

Le commissaire à la production et au commerce,
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,
commissaire à l'approvisionnement
et à la reconstruction p. i.,*
René MAYER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,
Commissaire à l'intérieur p. i.,*
A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

Timbres-poste

ARRETE du 26 octobre 1943.

LE COMMISSAIRE AUX COMMUNICATIONS ET A LA MARINE MARCHANDE,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'émission par le service algérien des postes et des télégraphes de cinq timbres-poste grand format comportant les valeurs d'affranchissement suivantes : 0 fr. 50, 1 fr. 50, 3 frs, 5 frs, et 9 frs. avec surtaxes respectives de 4 frs. 50, 8 frs. 50, 12 frs., 15 frs. et 41 frs.

ART. 2. — Le produit des surtaxes sera intégralement versé au Comité exécutif central de la résistance française.

ART. 3. — L'émission sera limitée à 300.000 exemplaires pour chacune des cinq valeurs. Les quatre premières : 0 fr. 50 + 4 frs. 50, 1 fr. 50 + 8 frs. 50, 3 frs. + 12 frs. et 5 frs. + 15 frs. seront vendues indivisiblement à raison de 50 francs la série. Le timbre de 9 frs. + 41 francs sera vendu isolément au prix de 50 francs.

ART. 4. — Tous les offices postaux des territoires soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale seront, en principe, appelés à vendre les cinq figurines nouvelles. Les offices postaux intéressés dont la liste sera arrêtée ultérieurement reverseront la valeur totale des timbres vendus au service algérien des postes et des télégraphes diminuée de un pour cent pour frais de manipulation. Les timbres invendus seront renvoyés à l'agent comptable des timbres-poste à Alger.

La durée de la vente dans chaque territoire est fixée à six mois.

ART. 5. — L'inspecteur général des P. T. T. et l'agent comptable des timbres-poste de l'Algérie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Alger, le 26 octobre 1943.

René MAYER.

Droit de sceau

ORDONNANCE du 29 octobre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire à la justice;

Vu la loi du 21 avril 1832 et la loi du 20 juillet 1837;

Vu le décret du 30 octobre 1935;

Vu le décret-loi du 31 août 1937;

Vu le décret-loi du 17 juin 1938;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Seront perçus d'après le tarif ci-dessous, sans préjudice des frais d'insertion au Journal officiel, mais sans addition d'aucun droit de référendaire ni d'enregistrement, ni d'aucun décime, les droits de sceau établis sur les actes dont l'énumération suit :

naturalisation	5.000 frs.
réintégration dans la qualité de Français	2.500 frs.
dispense d'alliance ou de parenté	
pour mariage	1.250 frs.
dispense d'âge pour mariage	750 frs.
autorisation de conserver ou d'acquérir une nationalité étrangère	8.000 frs.
changement ou addition de nom	8.000 frs.

ART. 2. — Le service algérien de l'enregistrement est chargé de la perception de ces droits au profit du budget du Comité français de la Libération nationale.

ART. 3. — Les prérogatives dévolues au Chef de l'Etat pour accorder une remise totale ou partielle des droits de sceau sont déléguées au commissaire à la justice.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 29 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,

COUVE DE MURVILLE.

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Promulgations

N° 693 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes en date du :

17 décembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret du 1^{er} novembre 1943 modifiant les conditions d'avancement des agents des cadres généraux des colonies;

2^o — le décret du 1^{er} novembre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

3^o — le décret du 1^{er} novembre 1943 portant abrogation temporaire de l'article 4 du décret du 14 juillet 1933 réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux;

4^o — le décret du 5 novembre 1943 portant composition des commissions de classement du personnel des cadres généraux techniques des colonies.

DECRET du 1^{er} novembre 1943 modifiant les conditions d'avancement des agents des cadres généraux des colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant une durée de temps dont le terme est celui de l'année qui suivra la cessation des hostilités, l'avancement des agents des cadres généraux des colonies est effectué hors péréquation.

ART. 2. — Le présent décret a effet à compter du 1^{er} juillet 1943.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Alger, le 1^{er} novembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 1^{er} novembre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant organisation du corps des administrateurs des colonies et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920 portant organisation du corps des services civils de l'Indochine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élèves des sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer, qui ont eu leurs études interrompues du fait de

la guerre, pourront être nommés élèves-administrateurs des colonies ou élèves-administrateurs des services civils de l'Indochine, sans qu'ils aient à terminer les trois années d'études exigées pour la nomination à cet emploi.

ART. 2. — Sauf dans le cas prévu aux articles 3 et 4 du présent décret, les élèves-administrateurs des colonies ou élèves-administrateurs des services civils de l'Indochine, nommés dans ces conditions, ne pourront prétendre à l'emploi d'administrateur-adjoint de 3^e classe avant une période de cinq ans, à compter du jour de leur admission à l'école nationale de la France d'outre-mer.

ART. 3. — La limite ci-dessus pourra être réduite d'une année pour les élèves qui auront accompli leur service militaire avant d'être reçus au concours de l'école.

ART. 4. — La période de cinq années exigée à l'article 2 pour l'accession à l'emploi d'administrateur-adjoint de 3^e classe, pourra être réduite à quatre années pour les élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer et les élèves-administrateurs des colonies ou élèves-administrateurs des services civils de l'Indochine, qui se seront évadés d'un territoire occupé par l'ennemi, pour prendre du service dans les forces armées françaises mises au service du Comité français de la Libération nationale.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 6. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 1^{er} novembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 1^{er} novembre 1943, portant abrogation temporaire de l'article 4 du décret du 14 juillet 1933 réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice et du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par le décret du 4 septembre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 14 juillet 1933 réglementant les conditions de nomination et de promotion dans les ordres coloniaux;

Vu la lettre circulaire n° 265 s. o. du 6 novembre 1939 du président du conseil des ministres concernant la suspension de l'attribution de décorations pendant la durée des hostilités;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé jusqu'à la fin des hostilités le premier paragraphe de l'article 4 du décret susvisé du 14 juillet 1933 établissant un rapport dans le nombre total des décorations des ordres coloniaux et des décorations de la Légion d'honneur dont dispose semestriellement le ministre des colonies.

ART. 2. — Le commissaire à la justice et le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 1^{er} novembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 5 novembre 1943 portant composition des commissions de classement du personnel des cadres généraux techniques des colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, les commissions de classement du personnel des cadres généraux techniques des colonies sont ainsi composées :

Un directeur du Commissariat aux colonies, *président*;

Un inspecteur général ou un inspecteur des colonies;

Un gouverneur général ou un gouverneur des colonies;

Deux agents du service technique intéressé ou, à défaut, deux administrateurs en chef des colonies, *membres*;

Un agent du service technique intéressé remplit les fonctions de secrétaire.

ART. 2. — La commission ne peut délibérer que si quatre au moins de ses membres sont présents, le président ayant voix prépondérante.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 5 novembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Personnel

CIRCULAIRE n° 3068 COLALG/C. à Messieurs les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies.

Alger, le 2 novembre 1943.

Je reçois directement, depuis plusieurs mois et à une cadence qui s'accroît, de la part de fonctionnaires et agents publics ou de membres de leur famille, des demandes de redressement de situation administrative ou d'avancement, quelquefois à titre exceptionnel. Je dois avouer que ce n'est pas sans étonnement ni sans tristesse que je me les vois soumettre.

Certains ont tendance, je le constate, à oublier que nombre de leurs collègues métropolitains ou

coloniaux sont dans les camps allemands, demeurent sous les armes, tiennent la montagne française. Certains ont tendance à oublier que, pendant qu'ils servaient en brousse ou dans les bureaux, souvent je le reconnais dans des conditions très pénibles, leurs camarades se battaient en Tripolitaine ou en Tunisie. Et, même si leur demande est fondée en équité, ils oublient, certes, que la fonction publique leur impose une discipline et que leurs titres ont pour premiers juges leurs chefs directs.

Je suis tout disposé à récompenser le vrai mérite, à confier même des fonctions plus élevées que ne leur pourrait faire espérer leur grade, et exceptionnellement, à promouvoir ceux que je sais capables de les assurer, dans l'intérêt unique des colonies et de la France. Mais seuls, je le répète, leurs œuvres et leurs actes me les signalent et non leurs sollicitations.

Les requêtes directes qui me parviendraient désormais seront retournées, sans examen, aux chefs hiérarchiques des intéressés. J'ajoute que note en sera prise, qui figurera au dossier du quémendeur, et ne pourra jouer que dans les sens qui n'est pas celui qu'il espérait.

Vous voudrez bien porter la présente circulaire à la connaissance des fonctionnaires et agents de tous cadres qui servent sous vos ordres.

R. PLEVEN.

Service des Douanes du Togo

N° 684 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

11 décembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 15 novembre 1943 modifiant l'article 155 du décret du 11 novembre 1926 réglementant le service des douanes au Togo.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par celui du 4 septembre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 21 mars 1921, déterminant les pouvoirs et les attributions du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926, portant réglementation du service des douanes au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 155 du décret du 11 novembre 1926 réglementant le service des douanes au Togo est complété ainsi qu'il suit :

« Le commissaire de la République au Togo pourra, par arrêté, donner délégation au chef du service des douanes du Togo pour approuver certaines transactions et les rendre définitives. »

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 15 novembre 1943.

DÉ GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

(R. PLEVEN.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Sociétés d'assurances

N° 4057 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 27 novembre 1943, les sociétés d'assurances ci-après désignées sont autorisées à titre provisoire à continuer à exercer leur activité en Afrique occidentale française.

NUMÉRO D'ORDRE	DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS	OPÉRATIONS AUTORISÉES	REPRÉSENTANTS
		et TERRITOIRES OÙ ELLES SERONT FAITES	
31	La Flandre, Compagnie Française d'assurances, société anonyme au capital de 6 millions de francs, siège social à Roubaix (Nord); 94, boulevard de la Gare,	Risques de transports maritimes, terrestres et aériens en Côte-d'Ivoire, Guinée, Dahomey et Togo.	Paul Trionfo, avenue du Général Noguès à Abidjan.
32	La Prudence, Compagnie d'assurances et de réassurances, société anonyme au capital de 2 millions de francs, siège social 94, boulevard de la Gare à Roubaix (Nord).	Risques de transports maritimes, terrestres et aériens en Côte-d'Ivoire, Guinée, Dahomey et Togo.	Paul Trionfo, avenue du Général Noguès à Abidjan.

Véhicules automobiles

ARRETE N° 4104 T. P. du 2 décembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 8 septembre 1942, créant une direction générale des travaux publics de l'Afrique occidentale fran-

çaise et du Togo, ensemble l'arrêté général n° 4545 T. P. du 22 décembre 1942, fixant l'organisation et le fonctionnement de ladite direction générale;

Vu l'arrêté n° 999 T. P. du 6 mars 1943 créant la direction des transports dans le cadre de la direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1927 sur la comptabilité matière en A. O. F. et tous les textes qui l'ont modifié ou complété;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo et après avis favorable du conseil des transports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La direction des transports est habilitée pour procéder à la cession des véhicules qu'elle a acquis ou qu'elle acquerra des alliés, aux services publics, aux particuliers ou aux sociétés privées dans les conditions prévues aux articles ci-dessous.

ART. 2. — *Prix de cession.* — Le prix de cession sera le prix de revient non passible de la majoration réglementaire de 25% pour cession, diminué le cas échéant des sommes que la direction des transports aura perçues pour l'amortissement des véhicules déjà en exploitation et de celles encaissées pour les réparations ou remplacement de pneus et non utilisées.

Le prix de revient comprendra notamment : le prix F.O.B. les droits de douanes, de port et taxes diverses, les frais de montage et de mise au point, les frais de transports ou de conduite au lieu de stationnement au moment de la cession, et tous frais accessoires qui auront dû être supportés par la direction des transports, notamment la partie d'assurance contractée par la direction des transports afférente à la période de cette assurance restant à courir.

ART. 3. — *Désignation des cessionnaires.* — Les véhicules resteront en principe affectés aux colonies dans lesquelles ils sont actuellement en exploitation.

Le gouverneur général se réserve de modifier éventuellement cette répartition et fixera périodiquement le nombre de véhicules à mettre en vente dans chaque territoire d'après les effectifs à conserver pour la masse de manœuvre fédérale.

Le gouverneur répartira les véhicules à vendre compte tenu des priorités ci-après :

1^{re} — Les administrations publiques ayant des véhicules en gérance dans la limite de leurs besoins permanents stricts;

2^{re} — Les gérants actuels pour les véhicules qu'ils gèrent à concurrence de dix et à condition qu'ils aient donné satisfaction dans leur gérance;

3^{re} — Les transporteurs ou commerçants n'ayant pas à ce jour pris de véhicules en gérance et jusqu'à concurrence de un camion Ford G. T. B. pour un camion gazogène en exploitation au moment de la cession;

4^{re} — Les transporteurs ou commerçants auxquels le gouverneur estimera devoir attribuer un camion.

Les listes de répartition une fois établies par les gouverneurs, la direction des transports désignera les véhicules à céder.

ART. 4. — *Conditions imposées au concessionnaire.* La cession implique de la part du cessionnaire les engagements ci-après qui figureront dans le contrat de vente :

1^{re} — ne pas revendre les véhicules pendant un délai d'un an à compter de la date de la cession;

2^{re} — exécuter pendant cette période de un an par priorité tout transport demandé par l'autorité compétente pour les besoins de l'économie de guerre dans toute l'étendue de la fédération et jusqu'à concurrence de 1.500 tonnes kilométriques par mois par tonne de charge utile du véhicule. Dans le cas de circulation sans frêt entre les deux centres d'exploitation les trajets seront supportés par l'administration.

Il est spécifié qu'au cas où un de ces deux engagements ne serait pas tenu le manquement sera sanctionné par la réquisition de propriété en application de l'arrêté général n° 2375 T. P. du 29 juin 1943.

ART. 5. — Le présent arrêté sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté général du 3 mars 1920.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 2 décembre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée
Le gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. GEISMAR.

(Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 690 T. P. du 15 décembre 1943.)

Eaux et forêts

ARRETE N° 4170 P. du 10 décembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1938 fixant les règles d'organisation des services des eaux, forêts et chasses en A. O. F.;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du service forestier du Dahomey est chargé d'office des fonctions de conseiller technique du commissaire de la République au Togo.

ART. 2. — Le conseiller technique se rendra au Togo sur convocation du commissaire de la République, en accord avec le gouverneur du Dahomey, la durée de ses déplacements étant fixée par les chefs de ces deux territoires.

ART. 3. — Les indemnités de tournée au Togo et les frais de transport du conseiller technique seront supportés par le budget local de ce territoire.

Dakar, le 10 décembre 1943.

P. COURNARIE.

Cire animale

ARRETE N° 4179 S. E. du 10 décembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 1680 du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur F. O. B. tous ports d'embarquement, de la cire animale clarifiée est fixée comme suit à la tonne emballée : 34.448 francs.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le commissaire de la République française au Togo sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 10 décembre 1943.

P. COURNARIE.

Transports routiers

ADDITIF à l'arrêté général n° 3878 T. P. du 9 novembre 1943 (J. O. Togo du 1er décembre 1943).

Après :

Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 626 A. E. /T. P. du 20 novembre 1943;

Ajouter :

(« Approuvé en commission permanente du conseil de Gouvernement séance du 4 décembre 1943. »)

P. Cournarie.

Liste officielle d'ennemis publiée au J. O. A. O. F.

PAGES
J.O. de A.O.F.

1943

26 juin	—	N° 2346 F. — Arrêté plaçant sous séquestre les biens appartenant à des ennemis	548
5 juillet	—	N° 2422 F. — Arrêté plaçant sous séquestre les biens appartenant à des ennemis	558
16 juillet	—	N° 2501 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies (le n° 11 de cette liste a été publié au J. O. Togo du 16 août 1943 p. 457).	577
19 juillet	—	N° 2535 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance les biens de personnes ennemies	578
30 juillet	—	N° 2743 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	600
10 août	—	N° 2879 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	632
10 août	—	N° 2880 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance des biens de personnes ennemies	632
13 août	—	N° 2909 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	642
18 août	—	N° 2971 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	644
25 août	—	N° 3060 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance des biens de personnes ennemies	661
26 août	—	N° 3069 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	662
26 août	—	N° 3070 F. — Décision relative aux biens de deux ressortissants ennemis	662
30 août	—	N° 3122 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	678
30 août	—	N° 3123 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	678
1er septembre	—	N° 3148 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	679
6 septembre	—	N° 3194 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 2535 F. du 19 juillet 1943 plaçant sous contrôle et surveillance les biens de personnes ennemies	693
14 septembre	—	N° 3294 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	718
15 septembre	—	N° 3308 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	719

21 septembre	—	N° 3387 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance des biens de personnes ennemies	740
21 septembre	—	N° 3388 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	740
30 septembre	—	N° 3481 F. — Arrêté plaçant sous séquestre les biens de personnes ennemies	761
30 septembre	—	N° 3482 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance des biens de personnes ennemies	761
4 octobre	—	N° 3530 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	792
6 octobre	—	N° 3536 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	792
18 octobre	—	N° 3694 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance des biens de personnes ennemies	859
20 octobre	—	N° 3705 F. — Arrêté plaçant sous séquestre les biens de personnes ennemies	859
29 octobre	—	N° 3771 F. — Arrêté plaçant sous contrôle et surveillance des biens de personnes ennemies	880
30 octobre	—	N° 3788 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	881
6 novembre	—	N° 3864 F. — Arrêté plaçant sous séquestre des biens de personnes ennemies	933

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Contribution foncière**

ARRETE N° 509 CD. du 25 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926, ensemble les arrêtés des 29 mai 1928, 4 avril 1931, et 4 novembre 1931 le modifiant;

Vu l'arrêté n° 661 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau la contribution foncière sur les immeubles bâtis et non bâtis dans les centres urbains;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu la note-avion n° 176 CD/P du 21 juillet 1943, de la direction des contributions directes;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation de M. le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 661 du 27 octobre 1933, réglementant la contribution foncière au Togo, est ainsi modifié :

Article premier (nouveau). — Il est perçu au profit du budget local une contribution foncière sur les immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les chefs-lieux de circonscription et dans tous lieux qui auront été classés comme centres urbains par arrêté du commissaire de la République et qui figurent au tableau annexé au présent arrêté.

Sont assimilés aux immeubles bâtis et imposables comme tels à la contribution foncière :

1^o — Les terrains non cultivés, employés à un usage commercial ou industriel, tels que chantiers, lieux de dépôt de marchandises et autres emplacements de même nature, soit que le propriétaire les occupe, soit qu'il les fasse occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux ;

2^o — L'outillage des établissements industriels, attaché au fonds à perpétuelle demeure dans les conditions indiquées au premier paragraphe de l'article 525 du code civil, ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble ;

3^o — Sont de même imposables toutes installations commerciales ou industrielles assimilables à des constructions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 septembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F. 3/CD, en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F. haut-commissaire).

Impôt cédulaire et général sur le revenu

ARRETE N° 595/CD. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 instituant au Togo l'impôt cédulaire et général sur le revenu ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1942 modifiant le précédent ;

Vu la lettre circulaire n° 561 F. 3/CD du 14 octobre 1943 de M. le gouverneur général de l'A. O. F. relative à la fiscalité 1944 ;

(impôts sur les revenus, et contribution exceptionnelle) ;

Le conseil d'administration entendu ;

Sous réserve d'approbation de M. le commissaire aux colonies ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 6 paragr. 4 et 56 de l'arrêté du 8 décembre 1942 et les articles 22, 32, 46, 57, 58, 65, 72, 86 paragr. 1 de l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 sont abrogés et remplacés par les articles nouveaux suivants :

Art. 6 — paragr. 4 (nouveau). — Les provisions constituées en vue de couvrir des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables à l'exception toutefois des provisions pour le renouvellement des stocks.

Des arrêtés locaux déterminent les conditions dans lesquelles sont admises les provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel.

Les provisions qui, en tout ou en partie, reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux recettes du dit exercice, sauf disposition réglementaire contraire. Lorsque le rapport n'a pas été effectué par l'entreprise elle-même, l'administration peut procéder aux redressements nécessaires dès qu'elle constate que les provisions sont

devenues sans objet. Dans ce cas ces provisions sont s'il y a lieu rapportées aux recettes du plus ancien des exercices soumis à vérification.

Art. 22 (nouveau). — Pour le calcul de l'impôt toute fraction du bénéfice imposable inférieure à 100 frs. est négligée.

Il est fait application du taux général fixé à l'article 57 ci-après :

Toutefois pour les particuliers exerçant en leur nom et pour leur propre compte la fraction du bénéfice imposable inférieure à 15.000 francs est exonérée, la fraction comprise entre 15.000 et 50.000 francs est comptée pour moitié, et la fraction excédant 50.000 francs est comptée pour la totalité.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus est réduit, s'il y a lieu en raison des charges de famille du contribuable, dans les conditions prévues à l'article 58 ci-après.

Art. 32 (nouveau). — Pour le calcul de l'impôt toute fraction du revenu n'excédant pas 100 francs est négligée.

Il est fait application du taux général fixé à l'article 57 ci-après.

Toutefois, pour les particuliers exerçant en leur nom et pour leur propre compte, la fraction du revenu imposable inférieure à 15.000 francs est exonérée, la fraction comprise entre 15.000 et 50.000 frs. est comptée pour la moitié, et la fraction excédant 50.000 francs est comptée pour la totalité.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus est réduit s'il y a lieu en raison des charges de famille du contribuable, dans les conditions prévues à l'article 58 ci-après.

Art. 46 (nouveau). — Toute fraction de revenu annuel n'excédant pas 100 francs est négligée.

L'impôt ne porte que sur la fraction qui excède 18.000 francs.

La fraction comprise entre 18.001 et 50.000 francs est comptée pour un quart, celle comprise entre 50.001 et 75.000 francs est comptée pour la moitié, et la partie excédant 75.000 francs pour la totalité.

Il est fait application du taux réduit fixé à l'article 57 ci-après.

L'impôt calculé comme il est dit ci-dessus est réduit s'il y a lieu en raison des charges de famille du contribuable dans les conditions prévues à l'article 58 ci-après.

Art. 56 (de l'arrêté du 8 décembre 1942) est abrogé.

Art. 57 (nouveau). — Le taux général des impôts cédulaires est fixé à 10 %.

Le taux est réduit de moitié pour le calcul de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rente viagère.

Art. 58 (nouveau). — Les réductions pour charges de famille applicables à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, et à l'impôt sur les traitements et salaires, en vertu des articles 22, 32 et 46 ci-dessus sont réglées comme suit :

10 % pour chacun des deux premiers enfants à la charge du contribuable.

30 % pour chaque enfant à sa charge à partir du troisième.

Le montant total des réductions sur chaque impôt ne peut excéder 600 francs par personne à charge.

Sont considérés comme enfants à la charge du contribuable, ceux qui sont désignés à l'article 71 ci-après relatif à l'impôt général.

Art. 65 (nouveau). — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Ce revenu net est déterminé eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction des charges ci-après lorsqu'elles n'entrent pas en compte pour l'évaluation des revenus cédulaires.

1^o — intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable;

2^o — arrérages des rentes payées par lui à titre obligatoire et gratuit;

3^o — tous impôts directs et taxes assimilées acquittés par lui ou se rapportant aux déclarations par lui souscrites dans les délais légaux au cours de l'année précédente, à l'exception :

a) des majorations de droits pour défaut ou inexactitude de déclaration.

b) du montant des contributions exceptionnelles de guerre sur les revenus et des prélèvements.

Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur les impôts déductibles, leur montant est rapporté aux revenus de l'année au cours de laquelle le contribuable est avisé des dégrèvements.

4^o — En cas de cession ou de cessation d'entreprise, les déficits affectant l'exercice de liquidation, compte tenu s'il y a lieu des pertes des cinq années précédentes qui n'auraient pu être imputées sur le revenu cédulaire.

Art. 72 (nouveau). — Tout contribuable a droit sur son revenu annuel, à raison des personnes à sa charge dans les termes de l'article 71 ci-dessus, à des déductions fixées comme suit :

7.000 francs pour chacune des trois premières personnes à charge.

10.000 francs pour chacune des personnes suivantes. Toutefois, le montant total des déductions pour charges de famille ne peut excéder 60.000 francs.

Art. 86 — paragr. 1 (nouveau). — 1 — Les omissions totales ou partielles constatées dans l'assiette de l'un quelconque des impôts visés aux titres I à V ci-dessus, ainsi que les erreurs commises dans l'application des tarifs peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la troisième année, suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

Le reste de l'article sans changement.

ART. 2. — Il est ajouté au titre V une section VI bis comprenant un article 82 bis ainsi conçu :

SECTION VI BIS

IMPOSITION DES RÉMUNÉRATIONS OCCULTES

Art. 82 bis (nouveau). — Les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple qui, directement ou indirectement versent à des personnes ne faisant point partie de leur personnel salarié, et dont elles ne relèvent pas d'identité : des commissions, courtages, ristournes commerciales ou non, gratifications et toutes autres rémunérations, sont assujetties à l'impôt général sur le revenu à raison du montant global de ces sommes.

La taxation est établie sur une cote unique et porte chaque année sur les sommes payées au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû au titre de la même année.

La déclaration des sommes taxables est faite en même temps que celle relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Les articles 76 à 80, 83 et 86 s'appliquent aux impositions établies en vertu du présent article.

L'application du présent article ne met pas obstacle à l'imposition des sommes visées ci-dessus au nom de leur bénéficiaire réel lorsque ce dernier peut être identifié par le service.

Il est fait application à la totalité des sommes ainsi imposées au nom des sociétés du taux uniforme de 25 % sans aucun abattement.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté seront applicables à partir du 1^{er} janvier 1944.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F3/CD. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux

ARRETE N° 596 C. D. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les dispositions de l'article 6 paragraphe 4 de l'arrêté n° 595 CD. du 13 novembre 1943 modifiant les arrêtés n° 576 du 16 octobre 1941 et n° 694 CD. du 8 décembre 1942, relatifs aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu;

Vu la lettre circulaire n° 561 F3/CD du 14 octobre 1943 du gouverneur général de l'A. O. F. préconisant la suppression des provisions pour renouvellement des stocks et des marchandises;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation de M. le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1944, les provisions pour renouvellement des stocks et des marchandises ne seront plus considérées comme charges déductibles du bénéfice net par application de l'article 6 paragraphe 4 de l'arrêté n° 595 C. D. du 13 novembre 1943 modifiant les arrêtés précédents instituant l'impôt cédulaire et l'impôt général sur le revenu.

ART. 2. — Les provisions pour renouvellement des stocks qui auront été constituées, pour le renouvellement des stocks et des marchandises et admises en déduction des bénéfices au titre des années fiscales 1942 et 1943 seront reprises par voie de rôle supplémentaire émis au titre de ces années.

ART. 3. — L'arrêté local n° 482 C. D. du 1^{er} septembre 1942 admettant les provisions pour renouvellement des stocks et des marchandises est abrogé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F. 3/C. D. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).

Contribution de guerre sur les revenus**ARRETE** N° 597/c. D. du 13 novembre 1943.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 576 du 16 octobre 1941 réglementant l'impôt cédulaire et général sur le revenu;

Vu la lettre circulaire n° 561 F 3/CD du 14 octobre 1943 sur la fiscalité de 1944, de M. le gouverneur général de l'A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation de M. le commissaire aux colonies;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — A partir du 1^{er} janvier 1944, il sera perçu au profit du budget local, une contribution exceptionnelle de guerre, qui sera acquittée par les contribuables assujettis aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu.

Pour l'année 1944, cette contribution exceptionnelle sera égale :

1^{re} — Au montant de la cote due en 1944 par les contribuables assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, à l'impôt sur les traitements, salaires, pensions, ou rentes viagères.2^e — Au quart de la cote due en 1944 par les contribuables assujettis à l'impôt général sur le revenu global.**ART. 2.** — Les contributions exceptionnelles de guerre ne seront pas applicables aux veuves et orphelins de guerre, ainsi qu'aux militaires et marins faisant partie d'unités participant à des opérations de guerre. La liste de ces unités sera fixée par le gouverneur général, après avis des commandants militaires en A. O. F.**ART. 3.** — Le montant des contributions exceptionnelles de guerre ne pourra pas être déduit des bénéfices et revenus imposables au titre des années postérieures tant au titre des impôts normaux sur les revenus que des contributions exceptionnelles de guerre.**ART. 4.** — Les contributions exceptionnelles de guerre seront établies et recouvrées, les délais de répétition sont fixés, les réclamations sont présentées, instruites et jugées comme en matière d'impôts sur les revenus.**ART. 5.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER,

*(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F. 3/c. D. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).***Contributions directes — Taxes assimilées****ARRETE** N° 598 /c. D. du 13 novembre 1943.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 52 du 27 janvier 1935 réglementant les poursuites en matière de contributions directes et taxes assimilées;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation de M. le commissaire aux colonies;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — A compter du 1^{er} janvier 1944, le taux des salaires et honoraires fixes à payer aux porteurs de contrainte et commissaires priseurs, en matière de contributions directes et de taxes assimilées, et faisant l'objet des articles 35 et 36 de l'arrêté du 27 janvier 1935, sera majoré du coefficient cinq.**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER,

*(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F. 3/c. D. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).***Impôts****ARRETE** N° 600 F. du 13 novembre 1943.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

Vu l'arrêté n° 28 du 13 janvier 1937 fixant le taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs, modifié par l'arrêté n° 296 du 14 juin 1941 et en dernier lieu par l'arrêté n° 621 F. du 3 novembre 1942;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE :**ARTICLE PREMIER.** — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 621 du 3 novembre 1942 fixant à nouveau les taux de la taxe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs :« Art. 1^{er} (nouveau). — Par application des dispositions du dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté sus-visé du 13 janvier 1937 le taux de la taxe due par les indigènes dont le revenu est inférieur à 10.000 francs est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} catégorie	220 frs.
2 ^e catégorie	175 —
3 ^e catégorie	135 —
4 ^e catégorie	100 —

CATÉGORIE ORDINAIRE**Cercle de Lomé :**(A l'exception de la commune-mixte de Lomé et des salariés résidant dans les agglomérations) 90 frs.
Commune-mixte de Lomé et salariés résidant dans les agglomérations 70 —**Cercle d'Anécho :**(A l'exception des salariés résidant dans le centre urbain d'Anécho et les agglomérations) 90 —
Salariés résidant dans le centre urbain d'Anécho et dans les agglomérations 70 —

Cercle du centre :

(A l'exception des salariés résidant dans les centres urbains d'Atakpamé et Palimé et dans les agglomérations) :

Subdivision d'Atakpamé :

Cantons de l'Adélé et de Kpéssi et groupement Blitta	60 frs.
Cantons d'Atakpamé, de Nuatja, de l'Akposso Nord et de l'Akébou	75 —
Canton de l'Akposso Sud	85 —
Canton de Litimé	90 —
Salariés résidant dans le centre urbain d'Atakpamé et dans les agglomérations	70 —

Subdivision de Klouto :

(A l'exception Canton Agotimé)	95 —
Canton de l'Agotimé	75 —
Salariés résidant dans le centre urbain de Palimé et dans les agglomérations	70 —

Cercle de Sokodé :

Subdivision de Sokodé	35 —
Subdivision de Lama-Kara	30 —

Subdivision de Bassari :

(A l'exception canton Konkomba)	30 —
Cantons de Konkombas	25 —

Cercle de Mango :

(A l'exception canton Konkombas-Lambas et Tambermas)	35 —
Cantons Konkombas	25 —
Cantons Lambas	20 —
Cantons Tambermas	20 —
Le reste sans changement.	

ART. 2. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1944, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câbogramme n° 546 F 3/CD. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).

ARRETE N° 601 F. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 558 du 30 octobre 1934 réglementant l'impôt sur la population flottante modifié par arrêtés n° 504 du 9 novembre 1935 et 32 du 13 janvier 1937;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit pour compter du 1^{er} janvier 1944 les taux de l'impôt sur la population flottante :

70 francs pour les cercles de Lomé, Anécho et du centre;

50 francs pour les cercles de Sokodé et Mango.

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge l'article 1^{er} de l'arrêté n° 504 du 9 novembre 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câbogramme n° 546 F. 3/c. D. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).

ARRETE N° 602 F. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 27 du 13 janvier 1937 réglementant l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette, modifié par l'arrêté n° 600 du 14 novembre 1937;

Vu l'arrêté n° 558 du 30 octobre 1934 réglementant l'impôt sur la population flottante, modifié par les arrêtés n° 504 du 9 novembre 1935 et 32 du 13 janvier 1937;

Vu la lettre-avion circulaire n° 439 F 3/CD du 28 août de M. le gouverneur général de l'A. O. F.;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les contribuables assujettis à l'impôt personnel et à l'impôt sur la population flottante pour l'année 1944, devront acquitter en sus pour la même année, une contribution exceptionnelle dont les règles et le mode de perception, sont identiques à ceux de la contribution qu'ils acquittent respectivement au titre des impôts sus-visés.

ART. 2. — La contribution personnelle exceptionnelle ne sera cependant pas appliquée aux veuves et aux orphelins de guerre, ainsi qu'aux militaires marins, qui feraient partie des unités participant à des opérations de guerre, dont la liste sera fixée par le gouverneur général, après avis des commandants militaires en A. O. F.

ART. 3. — La contribution personnelle exceptionnelle est fixée ainsi qu'il suit :

I — Contribuables ayant un revenu compris entre 10.000 et 18.000 francs. 55 frs.

II. — CATÉGORIES SUPÉRIEURES

1 ^{re} catégorie	45 frs.
2 ^e catégorie	35 frs.
3 ^e catégorie	25 frs.
4 ^e catégorie	20 frs.

III — CATÉGORIE ORDINAIRE

Cercle de Lomé	15 frs.
Cercle d'Anécho	15 frs.

Cercle du centre

Subdivision d'Atakpamé	15 frs.
----------------------------------	---------

Subdivision de Klouto

Canton de l'Agotimé	15 frs.
Autres cantons	20 frs.

Cercle de Sokodé

Subdivision de Sokodé	10 frs.
Subdivision de Bassari	5 frs.
Subdivision de Lama-Kara	5 frs.

Cercle de Mango

Cercle de Mango	5 frs.
---------------------------	--------

IV — POPULATION FLOTTANTE

Cercles de Lomé, Anécho et du centre	15 frs.
Cercles de Sokodé et de Mango	10 frs.

ART. 4. — La contribution personnelle exceptionnelle est perçue sur les mêmes rôles et en même temps que l'impôt personnel de 1944, elle fera cependant l'objet de cotes distinctes par article de rôle.

ART. 5. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1944, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F. 3/c. D. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).

ARRETE N° 603 F. du 13 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 réglementant l'assiette des prestations;

Vu l'arrêté n° 602 du 14 novembre 1937 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de conversion;

Vu l'arrêté n° 622 F. du 3 novembre 1942 fixant à nouveau le nombre de journées de prestations et le taux de conversion, modifié par l'arrêté n° 771 F. du 31 décembre 1942;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les contribuables visés à l'article 6 de l'arrêté n° 29 du 13 janvier 1937 seront soumis à une taxe forfaitaire dont les taux sont les suivants:

1^o — Contribuables ayant un revenu égal ou supérieur à 10.000 francs 60 frs.

2^o — Contribuables indigènes figurant sur les rôles de l'impôt personnel émis au titre des catégories supérieures:

a) 1 ^{re} catégorie	50 —
b) 2 ^e catégorie	45 —
c) 3 ^e catégorie	40 —
d) 4 ^e catégorie	40 —

ART. 2. — En ce qui concerne les prestations susceptibles d'effectuer leurs prestations en nature ou en espèces le nombre de journées et les taux de conversion à appliquer sont les suivants dans les diverses circonscriptions du Togo.

CIRCONSCRIPTIONS	Nombre de journées	TAUX	TOTAL
CERCLE DE LOMÉ			
		frs	frs
Commune mixte de Lomé.	2	10	20
Subdivisions Lomé et Tsévié.	5	8	40
CERCLE D'ANÉCHO			
Centre urbain d'Anécho Zébé.	2	7,50	15
Tous cantons.	5	7	35
CERCLE DU CENTRE			
Centre urbain d'Atakpamé	2	6	12
Centre urbain de Palimé	2	7,50	15
Subdivision d'Atakpamé	6	3,50	21
Subdivision de Klouto.	6	5	30
CERCLE DE SOKODÉ			
Subdivision de Sokodé.	10	3	30
Subdivision de Bassari.	10	3	30
Subdivision de Lama-Kara	8	3	24
CERCLE DE MANGO.	10	2	20

ART. 3. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1944 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 novembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 546 F. 3/CD. en date du 15 décembre 1943 du gouverneur général haut-commissaire).

Métis

ARRETE N° 688 F. du 14 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 607 du 26 novembre 1934 portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au territoire;

Vu les prévisions budgétaires;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit pour l'année 1944 les taux journaliers des allocations aux enfants métis:

AGES	MÉTIS	MÉTIS
	entretenus par les familles ou abandonnés	entretenus par les Missions et les établissements publics ou privés
Jusqu'à 7 ans	1,50	2,50
De 7 à 10 ans	2,00	3,25
De 10 à 16 ans	3,00	4,50

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Indemnités

DECISION N° 745 P. T. T. du 16 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 31 mai 1943 rendant applicable au Togo, les dispositions de l'arrêté du gouverneur général de P. A. O. F. haut-commissaire de France au Togo n° 982 F. du 6 mars 1943 et de la décision n° 1846 F.2 du 13 mai 1943 relatifs au régime de la solde et des accessoires de solde;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant mensuel de l'indemnité de caisse des bureaux de poste du territoire pendant l'année 1943 est fixé comme suit :

	FRCS.
Lomé R. P.	677
Anécho	145
Atakpamé	339
Bassari	40
Lama-Kara	36
Palimé	124
Sansané-Mango	189
Sokodé	123

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 16 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Transactions douanières

ARRETE N° 697 D. du 20 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 mars 1921 modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 30 décembre 1912;

Vu le décret du 11 novembre 1926, complété par l'ordonnance du 15 novembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chef du service des douanes du Togo, approuve et rend définitives, par délégation du commissaire de la République au Togo pour les affaires indiquées ci-après, les transactions établies par le service des douanes.

ART. 2. — Il exerce le droit de transacteur dans les cas suivants :

I. — Quel que soit le montant des condamnations encourues :

1^o — Infractions constatées à la charge des voyageurs et n'ayant pas donné lieu à des poursuites judiciaires;

2^o — Infractions dégagées de tout soupçon d'abus et ne donnant lieu en conséquence qu'à des amendes de principe;

3^o — Infractions au régime des acquits à caution, soumissions et autres titres de même nature lorsqu'elles sont dégagées de soupçon d'abus et donnant lieu au paiement d'amendes dont le taux n'excède pas le montant de l'intérêt de retard augmenté d'une amende de principe.

II. — Infractions de toute nature dans lesquelles les chiffres des condamnations pécuniaires encourues n'excèdent pas 10.000 francs.

Toutefois, dans les affaires où il existe des droits fraudés ou compromis, le chef de service des douanes est compétent même si les condamnations pécuniaires excèdent 10.000 francs, lorsque le montant des dits droits n'est pas supérieur à 2.500 francs.

ART. 3. — Le commissaire de la République au Togo statue en conseil d'administration dans tous les autres cas.

ART. 4. — Le chef du service des douanes est chargé en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Prestations

N° 704 A. P. A. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

23 décembre 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les plans de campagne des prestations pour l'année 1943 des cercles et subdivisions du territoire.

Ravitaillement

N^o. 705 AE. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

23 décembre 1943. — Le chef du bureau économique est nommé ordonnateur-délégué du compte hors budget local « ravitaillement de la population civile ».

Véhicules automobiles

ADDITIF à la décision n^o 604 TP. du 30 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.

ARTICLE PREMIER. —

5^e § — Véhicules des agents de maison de commerce pour visites des marchés ou succursales (vie économique du territoire),

Ajouter : 1199 Peugeot (5 places) S. C. I. A.

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Administrateurs des Colonies**

Par décret du 9 novembre 1943, sont nommés administrateurs-adjoints de 3^e classe des colonies, à compter du 1^{er} août 1943, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

M. Pierre Aubanel,

élèves administrateurs des colonies.

Services civils des Colonies

Par arrêté du commissaire aux colonies du 5 novembre 1943 :

Sont inscrits au tableau complémentaire d'avancement des services civils des colonies pour l'année 1943 :

Pour l'emploi de commis de 2^e classe :

M. Robert Lamy,

commis de 3^e classe.

Par arrêté du commissaire aux colonies du 5 novembre 1943 :

Sont promus dans le corps des services civils des colonies, pour compter du 1^{er} juillet 1943, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

A l'emploi de commis de 2^e classe :

M. Robert Lamy,

commis de 3^e classe.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**Mutations**

N^o 4110 sp. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

2 décembre 1943. — Est annulée la décision n^o 4025/sp. du 25 novembre 1943.

Les officiers du corps de santé colonial, dont les noms suivent, en service hors-cadres, reçoivent les affectations suivantes :

M.M.

1^o — Busson (Félix) Pharmacien capitaine, en service au Soudan, est mis à la disposition du commissaire de la République au Togo, à compter du 25 décembre 1943, en remplacement du pharmacien lieutenant Mialet, dont l'évacuation sanitaire a été demandée.

L'entretien complet de ces officiers incombera au budget général à compter des mêmes dates.

N^o 4254 p. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

16 décembre 1943. — Sont remis à la disposition du gouverneur du Cameroun français, les fonctionnaires et agents en provenance de ce territoire et servant provisoirement en A. O. F. :

M.M.

Ménard Pierre, administrateur de 2^e classe en service au Togo,

La présente décision prendra effet pour compter du jour de la mise en route des intéressés sur le Cameroun.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Reclassement**

Par arrêté n^o 685 p. du :

11 décembre 1943. — Les agents du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo sont reclassés comme suit par application des dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 18 octobre 1943 :

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE			SITUATION NOUVELLE AU 1 ^{er} JANVIER 1943		
	Grade	Date de nomination	R. S. M.	Grade	Date de nomination	R.S.M.
NOUVEL Lucien	Inspecteur de 1 ^{re} cl. du matériel et de la traction.	1-7-36	Néant	Inspecteur après 2 ans du matériel & de la traction.	1-7-36	Néant
TESSIER Paul	S/Chef de dépôt de 3 ^e classe.	1-1-43	4 a. 6 m.	S/Chef de dépôt après 4 ans.	1-1-43	6 mois
LHUISSIER Louis	S/Chef d'atelier de 3 ^e classe.	1-1-43	4 a. 2 m. 18 j.	S/Chef d'atelier ap. 4 ans.	1-1-43	2 m. 18 j.
PINELLI Roch	S/Chef de bureau de 3 ^e classe.	1-1-43	5 m. 4 j.	S/Chef de bureau avant 4 ans.	1-1-43	11 m.
LUGAN Jean	Chef de gare hors classe.	1-1-31	1 a. 2 m. 19 j.	Chef de gare après 66 mois.	1-1-31	1 an 2 m 19 j.
BOURY Georges	Chef de gare hors classe.	1-7-38	Néant	Chef de gare après 66 mois.	1-10-37	Néant
BRUNI Louis	Chef de gare de 1 ^{re} classe.	1-1-42	Néant	Chef de gare après 66 mois.	1-4-39	Néant
CERVEAUX Lyonel	Chef de gare de 3 ^e classe.	1-7-41	3 mois	Chef de gare après 66 mois.	1-10-42	Néant
BUGNARD Marcel	Chef de district ppl hors classe.	1-1-38	Néant	Chef de district ppl après 66 mois.	1-1-39	Néant
TAVERA Barthélémy	Chef de district ppl de 1 ^{re} classe.	1-1-43	Néant	Chef de district ppl après 66 mois.	1-1-40	17 j.
AGNIEL Jean	Chef de district ppl de 2 ^e classe.	1-7-43	2 m. 10 j.	Chef de district ppl après 66 mois.	1-4-42	28 j.
WALTER Georges	Chef de district de 3 ^e classe.	1-1-43	Néant	Chef de district ppl avant 42 mois.	1-7-43	Néant
JOQUET Frédéric	Chef ouvrier d'art hors classe.	1-7-39	Néant	Chef ouvrier d'art après 66 mois.	1-7-38	Néant
WATTEAU Louis	Chef ouvrier d'art hors classe.	1-1-43	Néant	Chef ouvrier d'art après 66 mois.	1-1-41	1 m. 24 j.
CANTARA Louis	Ouvrier d'art de 1 ^{re} classe	1-7-42	10 m. 2 j.	Chef ouvrier d'art avant 66 mois.	1-1-43	Néant
BURIGNAT Marc	Chef mécanicien de 1 ^{re} classe.	1-1-43	Néant	Chef mécanicien après 66 mois.	1-7-40	Néant
PLANCQ Jean	Agent comptable ppl de 1 ^{re} classe.	1-1-43	1 m. 5 j.	Agent comptable ppl après 66 mois.	1-10-40	Néant
WALLON Gaston	Agent comptable ppl de 2 ^e classe.	1-7-43	Néant	Agent comptable ppl après 66 mois.	1-1-41	Néant

Le présent arrêté aura effet pécuniaire pour compter du premier janvier 1943.

Nomination

Par décision n° 758 P. du :

23 décembre 1943. — Le capitaine d'infanterie coloniale Maurice René, commandant les forces de police du territoire du Togo, est nommé chef du bureau militaire, pour compter du 15 décembre 1943, en remplacement du capitaine Billant, désigné pour suivre les cours de l'école de l'Intendance à Alger.

Affectations

Par décision n° 737 P. du :

10 décembre 1943. — M. Toqué Louis, contrôleur de 1^{re} classe du cadre métropolitain des douanes classé en appel différé et remis à la disposition du commissaire de la République au Togo, reprend ses fonctions de chef du service des douanes du Togo pour compter du 9 décembre 1943.

Par décision n° 740 T. P. du :

12 décembre 1943. — M. Grunitzky Nicolas, adjoint technique de 4^e classe des travaux publics de l'A.O.F. est nommé chef de la subdivision des travaux publics du nord et directeur de l'école professionnelle de Sokodé, en remplacement de M. Horard Léon chef ouvrier d'art. H. C. des travaux publics du Togo appelé à d'autres fonctions.

PERSONNEL INDIGENE

Titularisation

Par arrêté n° 700 P. du :

20 décembre 1943. — Sont titularisés dans leur emploi et nommés commis d'administration de 8^e classe, pour compter du 16 décembre 1943, date à laquelle ils ont accompli leur période de stage réglementaire, les agents indigènes du cadre local du Togo, ci-après désignés :

Gbikpi Marie, commis d'administration stagiaire 2^e échelon,

Ahoomey Hermann, commis d'administration stagiaire 2^e échelon,

Koughéadjou Hermann, commis d'administration stagiaire 2^e échelon,

de Medeiros Louise, commis d'administration stagiaire 1^{er} échelon.

Affectations

Par décision n° 738 P. du :

11 décembre 1943. — M. Savi de Tové nommé surnuméraire du cadre commun secondaire des services financiers de l'A. O. F. pour compter de la date de prise de service et affecté au Togo par arrêté général n° 4028 du 25 novembre 1943, est mis à la disposition du chef du service des contributions directes.

Par décision n° 750 P. du :

18 décembre 1943. — L'agent auxiliaire (échelle 2 échelon 1) Akuesson Emmanuel, en service au bureau des finances est affecté à la subdivision de Palimé, en remplacement du commis d'administration de 4^e classe Lokoh Albert, mis à la disposition du chef du bureau des affaires économiques à Lomé.

Agents auxiliaires

Nomination

Par décision n° 759 P. du :

23 décembre 1943. — L'agent journalier Tiem Mama, en service à Dapango est engagé en qualité d'aide-commis expéditionnaire auxiliaire (échelle 2 échelon 1), pour compter du 15 décembre 1943.

Gardes-frontières

Titularisation — Réintégration — Révocation

Par arrêté n° 683 P. du :

11 décembre 1943. — Le garde-frontière stagiaire, Ackey Tossou Edouard est titularisé dans son emploi et nommé garde-frontière de 5^e classe, pour compter du 1^{er} mai 1943, date à laquelle il a accompli ses deux années de stage réglementaire.

Par arrêté n° 689 P. du :

15 décembre 1943. — Le garde-frontière stagiaire Ackey Tossou Edouard titularisé dans son emploi et nommé garde-frontière de 5^e classe par arrêté n° 683 P. du 11 décembre 1943 est réintégré à titre définitif dans le cadre des gardes-frontières du Togo.

L'intéressé sera rétabli dans ses droits au point de vue pécuniaire pour compter du 21 avril 1942, date de sa réintégration.

Par arrêté n° 695 P. du :

18 décembre 1943. — Sont et demeurent rapportés, en ce qui concerne le garde-frontière stagiaire Assigbi Alphonse, les dispositions de l'arrêté n° 385 F. /PEL du 20 juillet 1942 portant suspension de fonctions.

Par arrêté n° 694 P. du :

18 décembre 1943. — Le garde-frontière de 1^{re} cl. Oloukoumlé Pierre, est révoqué de ses fonctions pour compter du 14 décembre 1943, date à laquelle il a été condamné par le tribunal criminel de Lomé à 2 ans de prison pour complicité de détournement de deniers publics.

Forces de Police

Nominations — Retraites — Licenciements

Par arrêté n° 702 B. M. du :

21 décembre 1943. — Le stagiaire de la catégorie B. Bagaya Oukati, N° Mle M/806 BT, de la 1^{re} compagnie de milice, est engagé comme milicien de 2^e cl. à compter du 1^{er} décembre 1943.

Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire pour compter du 1^{er} janvier 1944 :

Mama Mandi, caporal, N° Mle M/598 BS, de la 1^{re} compagnie de milice « pour fin de contrat ».

Adjovi Nicolas, stagiaire cat. B. Mle. M/1011 BD, de la 1^{re} compagnie de milice pour faute grave en service.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté n° 703 B. M. du :

21 décembre 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire pour compter du 1^{er} janvier 1944 :

Badjoussem, garde de 2^e classe Mle 658, du dépôt des gardes, pour fin de contrat;

Kouma, brigadier chef de 1^{re} classe Mle 1085, du peloton de Sokodé, pour limite d'âge, proposés pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par arrêté n° 112 du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gradés et garde licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

DIVERS

Appel différé

Commission

Par décision n° 735 B. M. du :

9 décembre 1943. — La commission régionale de contrôle des appels différés prévue par l'article 11 de l'arrêté n° 191/CM-3 du 15 janvier 1943, est composée comme suit :

Président :

Le capitaine Maurice de l'infanterie coloniale, commandant les forces de police du Togo (désigné à défaut d'officier supérieur).

Membres :

M. M. Le lieutenant Boissière de l'infanterie coloniale, Sanson, administrateur des colonies, Siaut, président de la chambre de commerce du Togo ou son représentant.

Secrétaire :

Un officier ou, à défaut, un S/officier représentant le bureau de recrutement de l'A. O. F. (désigné par le président de la commission).

La commission se réunira sur la convocation de son président.

En cas d'empêchement du président, il appartiendra à ce dernier de désigner son remplaçant.

La décision n° 312/BM. du 22 avril 1943 est abrogée avec ses modificatifs.

Associations

Par arrêté n° 686 APA. du :

13 décembre 1943. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Association Franco des Forgerons », dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté n° 687 APA. du :

13 décembre 1943. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Association Professionnelle des Blanchisseurs », dont le siège est fixé à Lomé, au quartier Ahanoukopé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté n° 701 APA. du :

21 décembre 1943. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Pro Patria » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Diplôme d'aptitude professionnelle

Par arrêté n° 707 P. du :

24 décembre 1943. — Sont admis définitivement à l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle les instituteurs dont les noms suivent :

Kouanvili Laurent, instituteur-ordinaire de 1^{re} classe, mention A. B.

Amédégnato Richard, instituteur-ordinaire de 1^{re} cl., sans mention.

Vianou Benjamin, instituteur-ordinaire de 1^{re} classe, sans mention.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 696 AE. du :

18 décembre 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire des cotisations de la Société indigène de prévoyance de Bassari pour l'année 1943 arrêté à la somme de : Mille neuf cent vingt cinq francs. (1925 francs).

Par arrêté n° 699 AE. du :

20 décembre 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire des cotisations de la Société indigène de prévoyance d'Atakpamé pour l'année 1943 arrêté à la somme de : Seize mille soixante quatre francs (16.074 frs.).

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision n° 739 P. du :

12 décembre 1943. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Horard Léon, chef ouvrier d'art hors classe des travaux publics du Togo, pour les motifs suivants :

A dirigé avec fermeté, dévouement et compétence l'Ecole Professionnelle de Sokodé pendant les années 1941, 1942 et 1943 et a obtenu des succès scolaires remarquables.

Voies publiques

Par décision n° 741 TP. du :

12 décembre 1943. — M. Grunitzky Nicolas, adjoint technique de 4^e classe des travaux publics de l'A. O. F. est habilité :

1^o — à constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo ;

2^o — à faire passer l'examen en vue de la délivrance du certificat pour la conduite des véhicules automobiles aux postulants résidant dans les cercles de Sokodé et Mango.

Ce fonctionnaire doit préalablement, avant l'accomplissement de ces fonctions, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de Concours

Ecole coloniale

Le concours annuel ouvert aux adjoints principaux et adjoints des services civils des colonies et commis principaux des secrétariats généraux pour l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer est fixé, pour l'année 1944 aux 3 et 4 avril.

Le nombre des places mises au concours est de 35.

Les centres de compositions sont : Alger, Casablanca, Tunis, Dakar, Saint-Louis, Bamako, Conakry, Abidjan, Niamey, Porto-Novo, Lomé, Tananarive, Brazzaville, Bangui, Libreville, Fort-Lamy, Douala, Djibouti, Saint-Denis, Pondichery, Saint-Pierre, Basse-Terre, Papeete, Port-Vila, Cayenne, Fort-de-France, Nouméa, Beyrouth et Londres.

Services Civils des Colonies

Le concours annuel pour le recrutement d'adjoints et de commis des services civils des colonies est fixé, pour l'année 1944 aux 3 et 4 avril.

Le nombre de places mises au concours est de 7 pour les adjoints et de 8 pour les commis.

Les centres de compositions sont : Alger, Casablanca, Tunis, Dakar, Saint-Louis, Bamako, Conakry, Abidjan, Niamey, Porto-Novo, Lomé, Tananarive, Brazzaville, Bangui, Libreville, Fort-Lamy, Douala, Djibouti, Saint-Denis, Pondichery, Saint-Pierre, Basse-Terre, Papeete, Port-Vila, Cayenne, Fort-de-France, Nouméa, Beyrouth et Londres.

AVIS du service prêt-bail

Des accords d'aide réciproque étant intervenus entre le C. F. L. N. et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, M. Koenig, administrateur en chef des colonies, directeur-adjoint des finances a été désigné en qualité de représentant pour l'A. O. F. du service Prêt-Bail.

Messieurs les fournisseurs, entrepreneurs, transporteurs, transitaires qui ont transmis aux autorités américaines des factures comprendront que l'organisation du nouveau service ayant demandé certains délais, l'établissement des mandats de paiement a pu, de ce fait subir quelque retard. Ils peuvent être assurés que toutes mesures sont prises en vue d'activer la régularisation de ces opérations.

Les créanciers qui n'auraient pas encore transmis les factures arriérées sont invités à les faire parvenir à M. le lieutenant Dunbar, Etat-Major de l'armée améri-

caine, rue du docteur Calmette, représentant américain du service Prêt-Bail qui, après certification, les transmettra au représentant français du service Prêt-Bail.

Pour l'avenir, Messieurs les fournisseurs, entrepreneurs, transporteurs, transitaires voudront bien noter :

1^o — qu'aucune nouvelle commande ne peut être acceptée si elle ne porte pas le visa du délégué du Prêt-Bail ;

2^o — que les factures à fournir pour le paiement des commandes devront désormais être établies dans la même forme que les factures adressées aux services administratifs français, c'est-à-dire en 3 exemplaires dont un sur timbre.

3^o — que ces factures devront être adressées directement au délégué français du Prêt-Bail qui les soumettra au contrôle administratif prévu dans le cas de fournitures faites aux forces alliées.

En cas de difficultés ou de litige avec les autorités militaires américaines, les intéressés devront s'adresser exclusivement au délégué français du service de Prêt-Bail.

Industrielle Coloniale

AVENANT N° 3

Au contrat intervenu le 11 juin 1931 entre l'Industrielle Coloniale et le Territoire du Togo pour la concession d'une distribution publique d'énergie électrique dans le périmètre urbain de Lomé, dans celui d'Anécho, Adjido et Zébé et dans toutes les agglomérations situées sur le parcours de la ligne prévue entre Lomé et Zébé.

Entre l'Administrateur de 1^{re} classe, Commissaire de la République p. i. au Togo, agissant au nom et pour le compte du Territoire, d'une part,

Et la Société anonyme, « Union Electrique Coloniale » dont le siège est à Paris 52, rue de Lisbonne substituée dans tous ses droits à l'Industrielle Coloniale, par acte en date du 16 juin 1936, représentée par M. Huard, agissant au nom et pour le compte de la dite Société, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le terme 11 du tarif maximum de base du kilowatt-heure P, tel que défini à l'article 11 de la convention, sera jusqu'à la fin de la guerre maintenu fixe, et égal à 565.

ART. 2. — Le maintien à la demande de l'autorité concédante de cette valeur de 1, après demande de modification introduite par lettre 100 du 19 mai 1943 du concessionnaire à l'ingénieur, chef du contrôle, est de nature à diminuer la valeur de P pour le 2^e semestre 1943 et les suivants. L'autorité concédante contracte de ce fait envers le concessionnaire une dette correspondant aux diminutions éventuelles de recettes résultant du maintien de 1 à une valeur fixe. Cette dette sera calculée à la fin de la guerre et payée soit globalement, soit par application d'une surtaxe temporaire, au choix de l'autorité concédante.

ART. 3. — Les dettes porteront intérêt au taux légal.

ART. 4. — L'autorité concédante se réserve le droit de décider l'application, même pendant la guerre, de surtaxes temporaires préventives : un compte spécial sera ouvert par le concessionnaire à ce sujet. Les recettes à ce compte porteront intérêt au taux légal.

ART. 5. — Les frais de timbre et d'enregistrement du présent avenant sont à la charge du Territoire.

ART. 6. — Le concessionnaire supportera les frais d'impression du présent avenant dont elle devra remettre vingt cinq exemplaires à l'Administration du Togo.

Lomé, le 25 septembre 1943.

L'Administrateur de 1^{re} classe des colonies,

Commissaire de la République p. i.,

A. MERCADIER.

Le Directeur de l'Unelco :

HUARD.

Le conseil d'administration du Togo, préalablement entendu, a émis un avis favorable dans sa séance du 25 septembre 1943.

Approuvé :

Le Commissaire de la République p. i.

A. MERCADIER.

Enregistré à Lomé (Togo) Folio n° 1280

le quatre Octobre 1943.

Reçu : Gratis

Le chef du service de l'enregistrement et des domaines,

R. de GUISE.

Date de souscription de l'avenant :

25 septembre 1943.

Date de la notification de l'approbation de l'avenant :

2 octobre 1943.

Domaines

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le jeudi 6 janvier 1944 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, rue colonel Maroix, cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant des constructions en ruines d'une contenance de 30 ares 50 centiares, borné au nord par les terrains à Améniah Clément Ayawo (titre foncier n° 118 de Lomé) et Apalo, à l'est par

la rue Gambetta, au sud par la rue du colonel Maroix et à l'ouest par le terrain à Sintimo Olympio (titre foncier n° 386 de Lomé), dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou Jean-Marie, Vicaire Apostolique du Togo, demeurant à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration des biens de la Mission Catholique de Lomé suivant réquisition du 11 octobre 1943, n° 1270.

Le jeudi 6 janvier 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, rue du maréchal Galliéni, cercle de Lomé consistant en un terrain nu ayant la forme d'un quadrilatère d'une contenance de 7 ares 05 centiares, borné à l'est par terrain à John Kpotor, au nord par la rue du Lt. colonel Maroix, au sud par terrain à Agbétiafa Anthony, et à l'ouest par la rue du maréchal Galliéni, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adjété Adjévi, dit « Govina », charpentier, demeurant à Anécho, agissant en qualité de co-proprétaire chargé de l'administration des biens appartenant aux héritiers de feu Claudius Latévi Lawson, suivant réquisition du 24 septembre 1943, n° 1269.

Le lundi 10 janvier 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier sur lequel se trouvent édifiées trois constructions en briques cuites couvertes en tôles, d'une contenance de 27 ares 15 centiares, borné à l'est par terrain à T. A. Anthony, au nord par la rue de la Marne, au sud par terrain à Ahadji et la nouvelle route de Bè, et à l'ouest par la rue Jean Bart, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Théophile Luther Adabunu, employé de commerce, demeurant à Lomé, comme co-proprétaire, chargé de l'administration des biens indivis de feu Ernest Galley Adabunu, suivant réquisition du 23 octobre 1943, n° 1271.

Le vendredi 14 janvier 1944 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Wogan, cercle d'Anécho, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 49 ares 06 centiares, connu sous le nom de Mission Catholique de Wogan et borné de tous côtés par des rues, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou Jean-Marie, Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant à Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration des biens de la Mission Catholique de Lomé, suivant réquisition du 3 novembre 1943, n° 1272.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.